SITUATION ET PERSPECTIVES POUR LA FILIERE FRANÇAISE DES ŒUFS ET OVOPRODUITS

Magdelaine Pascale[1], Riffard Cécile [2]

[1]ITAVI - 7 rue du Faubourg Poissonnière 75 009 PARIS,
[2]CNPO - 7 rue du Faubourg Poissonnière 75 009 PARIS

magdelaine@itavi.asso.fr

RÉSUMÉ

La filière œuf européenne a connu récemment des situations de marché très contrastées (pénurie d'œufs et flambée des cours en 2012 puis grave surproduction et effondrement des cours en 2013), en lien avec le calendrier de mise aux normes des élevages, prévues par la Directive CE 99/74 relative à la protection des poules pondeuses. La mise en œuvre complète de cette directive a par ailleurs catalysé des évolutions fortes dans les systèmes de production et contribué à une segmentation accrue des marchés. Par ailleurs, l'Union européenne et les Etats-Unis ont récemment entamé des négociations en vue de conclure un accord de libre-échange ; d'autres accords avec l'Ukraine et avec le Mercosur sont également envisagés et pourraient également impacter l'économie des filières œufs européennes. Dans ce contexte très évolutif et incertain, cette synthèse dresse un panorama des filières et du marché de l'œuf en Europe et dans les principaux pays producteurs dans le Monde. Elle décrit les principales dynamiques à l'œuvre en termes de production, de consommation et d'échanges commerciaux. Elle analyse ensuite, les forces et faiblesses de la filière française dans ce contexte européen et international et identifie enfin, en conclusion, différents enjeux et facteurs d'évolution à plus long terme.

ABSTRACT

Situation and prospects for the french egg industry

The European egg industry recently faced contrasting market trends (egg shortage and subsequent rocketing of prices in 2012, followed by a dire overproduction and plummeting of prices in 2013), in connection with the agenda of the implantation of the poultry farming standards planned by the CE 99/74 Directive, relative to the laying hens protection. Moreover, this Directive's complete implementation has catalyzed important evolutions of production methods and contributed to greater market segmentation. Besides, the European Union and the United States have recently engaged in negotiations concerning a free-trade agreement; in time other agreements with Ukraine and later the Mercosur are also under consideration and could influence the European egg industry.
In this uncertain and rapidly changing context, this paper overviews the egg industries and markets in Europe and in the world's main producing countries. It describes the main forces currently at work in terms of production, consumption and trade. It then proceeds to analyzing the French egg industry's strengths and weaknesses in this European and international context and finally concludes in listing the different stakes and factors of evolution on the longer term.

INTRODUCTION

Dans un contexte mondial dynamique, la production et le marché européens de l'œuf et des ovoproduits apparaissent beaucoup plus stables sur le long terme. Cependant, la faible évolution des volumes produits s'accompagne d'importantes évolutions qualitatives de la demande et donc de fortes évolutions des systèmes de production et de la segmentation du marché de l'œuf. Les filières européennes ont par ailleurs connu de fortes turbulences sur les dernières années, en relation avec la mise en œuvre complète de la Directive européenne CE 99/74 relative à la protection des poules pondeuses, au 1er janvier 2012. Des investissements importants ont été réalisés dans les élevages pour se mettre en conformité avec cette nouvelle directive, investissements qui ont généré un niveau d'endettement élevé des producteurs. Dans ce contexte très évolutif, se profilent de nouvelles menaces liées aux négociations d'accords de libre-échange avec l'Ukraine ou les Etats-Unis qui pourraient se solder par une ouverture plus importante du marché européen aux importations d'œufs et d'ovoproduits et par une concurrence accrue sur ce marché. Cette communication vise à faire le point sur le contexte international et européen, à poser un diagnostic sur la situation de la filière française, avant de conclure sur les enjeux pour cette dernière.

1. LE CONTEXTE INTERNATIONAL ET EUROPEEN

1.1. Une production mondiale dynamique

Selon les estimations de la FAO, la production d'œufs de poules dans le Monde a atteint 66,4 millions de tonnes en 2012. Sur la dernière décennie, cette production affiche une croissance annuelle moyenne de 2,2 %, soit un ralentissement par rapport à la décennie précédente (+ 4 %/an). La Chine, premier producteur mondial (24,5 MT), représente à elle seule plus de 37 % de la production mondiale en 2012, suivie de l'Union européenne à 27 pour 9 % (6 MT), des Etats-Unis (5,4 MT), de l'Inde (3,6 MT) et du Japon (2,5 MT).

Les échanges mondiaux d'œufs et d'ovoproduits estimés par la FAO ont porté en 2011 sur 1,8 million de tonnes d'œufs en coquille, 59 500 tonnes de poudre d'œufs et 314 000 tonnes d'ovoproduits liquides. On peut estimer ce volume global à 2,4 millions de tonnes équivalent œuf coquille, soit un peu moins de 4 % de la production mondiale, commerce intra-communautaire inclus. Les échanges internationaux sont globalement en augmentation sur les dix dernières années. Selon FranceAgriMer, les exportations en valeur des œufs et ovoproduits s'élèvent en 2013 à 1,13 milliard d'euros, soit une hausse de 9,1 % par rapport à 2012. Les principaux exportateurs d'œufs et d'ovoproduits sont les Etats-Unis (pour une valeur de 314 M€ en 2013), suivis par l'UE (248 M€) et la Chine (135 M€).

Tableau 1. Principaux pays exportateurs en valeur d'œufs et ovoproduits en 2013 (millions d'euros)

	UE vers Pays-tiers	Etats-Unis	Chine
Œufs en coquilles	90	139	80,3
Œufs cuits	10,1	1	37,2
Ovoproduits	147,6	174,3	17,2
Total	247,7	314,3	134,7

Source FranceAgriMer

La consommation individuelle moyenne est de 8,9 kg selon la FAO, soit environ 145 œufs par personne, avec des niveaux de consommation très variables selon les pays : la moyenne est de 41 œufs par personne en Afrique, 150 en Asie et en Amérique latine, 211 en Europe, 225 en Amérique du Nord et 250 en Amérique centrale (FAO).

1.2. Des turbulences sur le marché européen depuis 2010

Selon la Commission Européenne, la production d'œufs de consommation de l'UE à 27 a atteint 6,11 millions de tonnes en 2013 (soit 100,2 milliards d'œufs). Après une phase de repli en 2012, en relation avec la mise aux normes des élevages, la production de l'UE retrouve en 2013 son niveau de 2011.

Tableau 2. Principaux pays producteurs de l'UE-28

	Production 2013 (milliards d'œufs)	Evolution 2013/ Moy. 06-10 %
France	14,6	+ 6,0 %
Allemagne	12,8	+ 15,7 %
Espagne	11,8	- 1,9%
Italie	10,7	- 7,2 %
Pays-Bas	10,4	+ 8,3 %
Royaume Uni	10,2	+ 8,1 %
Pologne	9,3	+ 7,8 %
UE à 27	100,2	- 0.6 %

Itavi d'après Commission européenne et SSP

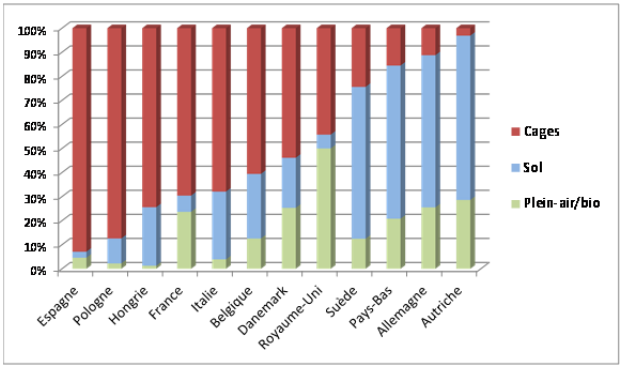
Les évolutions observées depuis 2007 font état d'une tendance globale à la stabilité. En 2013, certains pays affichent une production plus élevée que sur la période 2006-2010 (France, Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Uni et Pologne), alors que l'Italie et l'Espagne enregistrent une baisse de production. Les mises aux normes ont induit une forte pénurie d'œufs sur le marché communautaire en 2012 avec une flambée des cours, suivie d'une surproduction en 2013, et des cours en forte baisse. En 2014, le marché européen retrouve peu à peu un équilibre fragile.

L'Union européenne est très légèrement exportatrice nette avec un taux d'autosuffisance de 102.8 % en 2013, en légère progression par rapport à 2012. Les exportations extracommunautaires d'œufs et d'ovoproduits (hors OAC) en équivalent œuf coquille de l'UE-27 ont progressé de 15 % en 2013, en relation avec les fortes disponibilités sur le marché communautaire, alors que les importations s'inscrivaient en repli de 47 %. Ces tendances se confirment en 2014 avec une nouvelle progression des exportations de 8 % sur 8 mois et un effondrement des importations de 47 %.

1.3. Des systèmes de production contrastés au sein de l'UE

Depuis une quinzaine d'années, les systèmes de production ont fortement évolué au sein de l'Union européenne, sous la double impulsion de l'évolution des attentes des consommateurs et des citoyens et des évolutions réglementaires, avec la mise en œuvre de la Directive CE 99/74 et de réglementations nationales parfois plus contraignantes (Magdelaine, 2011).

Figure 1. Répartition des systèmes de production au sein de l'UE en 2013



ITAVI d'après Commission européenne

Selon la Commission européenne, 42,4 % des poules européennes sont élevées dans des systèmes alternatifs en 2013 contre 34 % en 2010. En 2013, la production était réalisée à plus de 88 % dans des systèmes alternatifs à la cage en Allemagne, 97 % en Autriche, 85 % aux Pays-Bas et 56% au Royaume-Uni. En France, 30 % de la production sont réalisés en systèmes alternatifs et seulement 7 % en l'Espagne.

1.4. Des écarts de coûts de production importants au niveau international

Selon l'IEC (International Egg Commission), l'Inde, l'Argentine, le Brésil, les Etats-Unis et l'Ukraine affichent les coûts de production les plus bas en 2012 (inférieurs de 25 à 30 % inférieurs aux coûts européens), essentiellement en raison de coût d'approvisionnement en matières premières et de main-d'œuvre plus faibles, mais également en relation avec l'absence de réglementation contraignante sur le bien-être animal. En effet, l'UE dispose des normes parmi les plus strictes au monde en matière de bien-être animal. Selon Peter van Horne (LEI), le surcoût de production lié à la Directive CE 99/74 (cage aménagée versus cage non aménagée) est estimé à 5-7% et le surcoût d'un œuf produit en grandes volières (code 2) est de 12 à 15% par rapport à la cage aménagée.

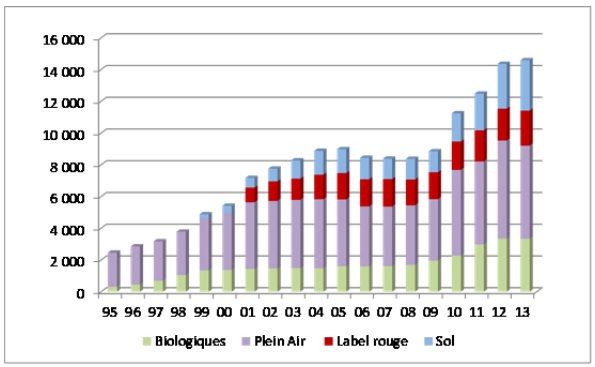
2. FOCUS SUR LA FILIERE ET LE MARCHE FRANÇAIS

2.1. Impact des mises aux normes sur la production française

Stable de 2005 à 2010 autour de 14 milliards d'œufs produits par an, la production française a nettement diminué sur l'année 2011, (-9,7% / 2010), en relation avec une concentration des travaux de mise aux normes des bâtiments sur 2011. En 2012, alors que la production dans les nouveaux bâtiments se met en place progressivement, la tendance s'inverse et la production d'œufs augmente régulièrement, pour atteindre en décembre 2012 son niveau de janvier 2011. L'augmentation se poursuit en 2013 aboutissant à un niveau de production record sur l'année, avec 14,6 milliards d'œufs, soit 18,6 % de plus qu'en 2012 et + 6 % par rapport à la moyenne 2006-2010. Le niveau de production reste très élevé en 2014. Entre 2011 et 2013, les capacités de production ont globalement progressé de 2,5 millions de places de poules (maintien des capacités en cages et développement en alternatif).

Le manque de production observé en 2011 en France et en Europe a eu pour conséquence une augmentation forte des prix dès le printemps 2011, jusqu'en mars 2012 où il atteint un niveau record à plus de 13 €/100 œufs. Les prix connaissent ensuite un effondrement sur le second trimestre 2012, en parallèle de l'augmentation soutenue de la production. Ils se maintiennent ensuite à un niveau élevé jusqu'à début 2013, puis s'établissent à un niveau comparable à ceux de la moyenne 2006-2010. Toutefois, ce niveau de prix est à replacer dans un contexte de coût de l'aliment beaucoup plus élevé que sur cette période passée.

Figure 2. Evolution des effectifs en systèmes alternatifs en France (milliers de poules).



ITAVI d'après DGAL, Agence Bio, Synalaf et enquêtes

Le développement des œufs « alternatifs » en France est régulier depuis 20 ans. Les effectifs estimés en 2013, à partir des données de la DGAL, de l'agence Bio, du SYNALAF et de nos enquêtes auprès des opérateurs, indiquent que 31 % des poules sont élevées en système alternatif (14,5 millions de pondeuses) sur un total de 47 millions de poules pondeuses. Les modes de production plein-air (label rouge ou non – code 1) ont connu le développement le plus important. L'œuf au sol (code 2), bien que montrant récemment une progression à destination de l'industrie, reste moins développé.

2.2. Impact sur les échanges extérieurs

Globalement, depuis 2002, le secteur œufs et ovoproduits est déficitaire en volume et excédentaire en valeur. En valeur, la France est excédentaire et dégage un bénéfice commercial compris en 10 et 40 M€ selon les années. En 2013, l'excédent commercial atteint 24 M€. Depuis 2000, les échanges d'œufs en coquille en valeur sont déficitaires. En 2013, année de surproduction, ce déficit commercial s'est fortement contracté en s'établissant à -3.9 M€ contre – 58.5 M€ en 2012 (hausse des exportations de 5 % en valeur et réduction des achats de 55 %). Sur les 11 premiers mois 2014, les échanges extérieurs d'œufs en coquille deviennent excédentaires.
Les échanges français d'ovoproduits sont globalement excédentaires en volume et en valeur. Cependant, cet excédent s'est réduit sur les dernières années. Les échanges d'ovoproduits alimentaires liquides sont régulièrement déficitaires (déficit de 15 900 teoc en 2013), alors que les échanges en produits séchés sont excédentaires (16 200 teoc en 2013). Les échanges d'ovoproduits sont globalement excédentaires, avec un excédent de 27.8 M€ en 2013.

2.3. Une consommation tirée par le segment des œufs alternatifs

Sur le long terme, la consommation nationale d'œufs et ovoproduits, dynamique jusqu'au milieu des années 2000, subit depuis une légère érosion. Cette baisse est plus nette si l'on considère la consommation par habitant. Cette dernière est estimée à 216 œufs en moyenne sur les trois dernières années. Elle est réalisée pour environ 40 % sous forme d'ovoproduits (destinés aux IAA ou à la RHD). Les achats d'œufs en coquille par les ménages représentent de 40 à 45 % de la consommation, les œufs en coquille dans la restauration 10 % et l'autoconsommation 6 %.
Les œufs produits en cage représentent en 2013 62 % des volumes achetés par les ménages, contre 76 % en 2003. En 2013, le marché des ménages est à nouveau en croissance de 2 à 2,5 % selon les sources, avec des prix en faible progression de 0,5 %. Le bio progresse de 9 à 11 % selon les panels, le plein-air de 4 à 7 % et le label rouge de + 2,5 à 7 %. En 2014, les volumes sont stables avec des prix en baisse de 1,8 %.
Le secteur des ovoproduits s'approvisionne également de plus en plus en œufs « alternatifs » (œufs de code 1 et 2). Ce segment représente environ 20 % des volumes d'œufs transformés.

2.4. Une restructuration de la filière en cours

Les intervenants du secteur des œufs et des ovoproduits sont nombreux et de nature variée (organisations de production, entreprises de conditionnement et de commercialisation, entreprises de transformation et de fabrication d'ovoproduits). Certains ont une activité spécialisée dans l'œuf, d'autres sont diversifiés. Les deux dernières années ont vu l'émergence de deux leaders du marché de l'œuf coquille, pesant chacun pour environ 20% des achats des ménages : Mâtines, dont le contrôle est repris par Glon-Sanders/Sofiprotéol et ODNV (Œufs de nos villages), issu de la fusion de 2A et APPRO. Ce mouvement de concentration, amorce d'une rationalisation au sein d'une filière très atomisée, est cependant freiné par des barrières faibles à l'entrée pour l'activité de conditionnement, qui facilité l'arrivée de nouveaux intervenants lorsque le contexte de prix est favorable. Le taux C4 (part des quatre premiers) sur le marché de l'œuf coquille est estimé à environ 67%. La concentration n'est pas nulle mais n'est pas au niveau de ce qui existe dans d'autres secteurs, y compris de produits frais. Surtout, la taille ne fournit pas une différenciation absolue sur le marché, en raison de l'hyper segmentation du rayon qui résulte de la segmentation par mode de production, de la part des MDD et de l'intérêt pour les marques régionales.
La production d'ovoproduits française est atomisée, avec une soixantaine d'entreprises recensées par la DGAL mais les structures de production sont très hétérogènes. En effet, plus des deux-tiers de la production seraient fabriquée par 5 entreprises (Riffard, 2011).

2.5. Forces et faiblesses de la filière française

Les principales forces de la filière française sont, outre les atouts intrinsèques du produit (faible coût, bonne qualité nutritionnelle et faible impact environnemental) : un appareil de production récent ; un marché national de l'œuf coquille à l'abri de la concurrence, une structuration en cours de la filière et une organisation professionnelle active. Ses principales faiblesses résident dans une orientation des systèmes productifs encore largement en faveur de la cage, alors que la demande s'oriente vers les productions alternatives et dans un nombre d'offreurs encore élevé face à la concentration de la grande distribution.

3. PERSPECTIVES ET ENJEUX

3.1. Des enjeux différents selon les bassins de production – UE vs Pays-tiers

Une enquête réalisée pour l'IEC en 2013 indique que la gestion de la santé animale apparaît comme un

facteur limitant le développement des nouveaux bassins de production d'œufs dans le monde. Les épizooties d'Influenza aviaire en Chine ou au Mexique ont fortement pénalisé la production de ces pays. Le coût alimentaire ainsi que les problématiques environnementales et sociales sont également des enjeux très importants que devront maîtriser ces pays pour poursuivre leur croissance (Windhorst H. et al, 2013). Les problématiques liées au bien-être animal ne sont pas considérées comme des priorités dans ces pays.

A l'inverse, il s'agit d'un enjeu très impactant pour les pays de l'Union européenne. La mise aux normes des élevages a constitué une étape majeure, mais d'autres problématiques restent à l'ordre du jour dans ce domaine. Ainsi, l'épointage des animaux est remis en cause dans plusieurs Etats-membres (Royaume-Uni, Allemagne et Pays-Bas), alors que les filières autrichiennes et danoises auraient déjà des volailles non-épointées. Le devenir des poussins mâles après éclosion est également une problématique émergente. Ces nouvelles pratiques ne s'appliquent pas aux Pays-tiers et créent des distorsions de concurrence au niveau international.

3.2. Les Accords de libre échange

L'ouverture du marché communautaire à des œufs et ovoproduits provenant de Pays-tiers, pourrait fortement modifier l'offre européenne, nous ferons ici deux focus sur l'Ukraine et les USA.

En 15 ans, la production d'œufs en Ukraine a fortement progressé d'environ 500 000 T en 1998 à 1,1 MT en 2013, principalement pour répondre au marché intérieur. Les élevages se concentrent principalement dans la moitié Est du Pays et particulièrement le Sud Est. Aujourd'hui, moins de 5% de la production ukrainienne d'œufs est destinée à l'exportation. Toutefois les faibles coûts de production des œufs (20% inférieurs aux coûts français) rendent ce secteur très compétitif et l'accord de libre-échange signé avec l'UE ouvre de nouvelles perspectives pour l'Ukraine. Un contingent a été ouvert et concerne 1500 teoc pour les œufs en coquille et 3000 teoc pour les ovoproduits.

Les Etats-Unis assurent environ 10 % de la production mondiale d'œufs. Malgré les droits de douanes actuellement en vigueur, 60 % des importations européennes d'ovoproduits en provenance des pays tiers sont originaires des États-Unis. L'écart de coût de production avec l'UE est de 25 à 30 %. Un accord bilatéral avec l'Europe (TTIP), actuellement à l'étude, pourra impacter fortement les filières européennes. Des opportunités pourraient toutefois être saisies par les Etats membres de l'UE pour exporter du blanc d'œuf aux USA, dont le marché est déficitaire. Il faudra pour cela lever les barrières sécuritaires imposées par les USA (lavage des œufs obligatoire avec traitement au chlore, présence d'un vétérinaire de l'USDA dans les unités de production) qui empêchent toute possibilité d'exportation vers les Etats-Unis, à partir des Pays-tiers.

CONCLUSION

Différents scénarios peuvent ainsi s'envisager pour la filière française dans ce contexte incertain et mouvant. Un scénario optimiste repose avant tout sur une demande dynamique tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation. L'interprofession œufs (CNPO) a décidé de doubler ses moyens en communication afin de stimuler la consommation nationale. L'innovation produit est un levier, aux mains des entreprises, également susceptible de soutenir la demande.

L'adaptation tant quantitative que qualitative de l'offre à la demande est un défi que devra relever la filière française. Elle passe par un développement prudent des capacités de production et une évolution des systèmes de production en phase avec l'évolution de la demande et des attentes sociétales.

La gestion de la volatilité des prix des matières premières agricoles est un autre défi pour la filière qui devra se structurer et améliorer son pouvoir de marché face à la grande distribution afin d'être en mesure de répercuter les hausses de coûts amont vers l'aval.

Enfin, la vigilance s'impose concernant les accords qui pourraient être conclus à l'échelle internationale, susceptibles d'induire des effets collatéraux dommageables à la filière œufs.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Riffard C., Magdelaine P., Braine A., 2011. Situation, enjeux et perspectives du secteur ovoproduits en France et en Europe. ITAVI. 119 p
2. Magdelaine P., Gonnier V., Jez C.2011 Situation, perspectives et enjeux pour les filières œuf européennes à la veille de la mise en œuvre de la Directive Bien Etre, 9èmes Journées de la Recherche Avicole, 29-30 mars 2011, Tours.
3. Windhorst H., Grabkowsky B. Wilke A. 2013. Atlas of the Global Egg Industry – International Egg Commission. 37 p.
4. Cadudal F., 2014. Les filières avicoles en Turquie - Les synthèses de FranceAgriMer N°18 mai 2014